

Extrait du Spyworld Actu

<http://www.spyworld-actu.com/spip.php?article10178>

« Comment on traque les terroristes »

- Renseignement - France -



Date de mise en ligne : jeudi 12 mars 2009

Spyworld Actu

Exclusif. Le chef du contre-espionnage -dévoile au « Point » les secrets de sa méthode.

Les professionnels du secret s'expriment peu ; ils s'efforcent généralement de faire parler les autres. Bernard Squarcini est de ceux-là. Subtil et flegmatique, le chef du contre-espionnage français est l'un des hommes clés du dispositif policier de Nicolas Sarkozy. Né de la fusion de la DST et des Renseignements généraux, le service qu'il dirige - la DCRI - est au coeur de la lutte contre le terrorisme. La partie immergée de son action suscite parfois des critiques - comme l'a montré l'affaire des sabotages de voies ferrées, avec les interpellations de Julien Coupat et de sympathisants de l'ultragauche. Bernard Squarcini s'en explique pour la première fois, en livrant au Point l'ébauche d'une doctrine française de l'antiterrorisme qui tient en trois verbes : détecter, surveiller, anticiper. Une vigilance qui a permis, à la fin de 2008, d'empêcher un attentat islamiste en préparation contre... le siège de la DCRI !

Le Point : L'enquête sur les sabotages de voies ferrées et l'interpellation d'un groupe de militants d'ultragauche ont provoqué une controverse sur le rôle de la DCRI et la réalité de la menace qu'il représentait. Cette affaire relevait-elle réellement de l'antiterrorisme ?

Bernard Squarcini : Ce n'est pas à la police d'apprécier les qualifications pénales retenues contre ces suspects, mais à la justice. Le cadre juridique a été choisi par le parquet, l'enquête est menée par un juge d'instruction, qui a prononcé des mises en examen. La DCRI surveillait ces individus depuis longtemps. Nous savions ce qu'ils faisaient, avec qui ils étaient en contact - en France et à l'étranger. Assez pour savoir que ce groupe se situait dans les prémices de l'action violente ; le stade où les choses peuvent basculer à tout moment.

Autrement dit, vous êtes intervenus préventivement. D'où le reproche qui vous est adressé sur l'absence de preuves ...

J'assume ce qui a été fait. Notre mission consiste à détecter les personnes dont le comportement présente des risques pour l'Etat et la société, à les surveiller pour anticiper le moment où elles seront tentées de passer à l'acte et à intervenir pour éviter des drames. Que les citoyens soient rassurés : nous ne fabriquons pas de dossiers ! Dans l'affaire de Tarnac, il n'y a pas de délit d'opinion mais un long travail de renseignement. Le problème, c'est que nous avons dû l'interrompre quand la SNCF a déposé plainte : on ne pouvait pas laisser se multiplier des actions qui bloquaient des milliers de passagers dans les gares... Quand le ministère de l'Intérieur et la justice nous l'ont demandé, nous avons communiqué nos éléments. Ils sont dans le dossier du juge. C'est pourquoi je peux vous dire qu'il n'est pas vide...

Mais qualifier ces jeunes marginaux de « terroristes », n'est-ce pas exagérer la nature de leur activisme ?

Nous sommes là au coeur du sujet. Une série de clignotants nous alertent depuis quelques années sur la montée d'une contestation anarcho-autonome que les émeutes étudiantes de l'été dernier en Grèce ont mise en évidence. Dans nos pays occidentaux, le climat social et la crise économique incitent de jeunes gens incontrôlés à basculer dans la violence. Jusqu'où faut-il les laisser aller ? Il y a trente ans, avant de commettre des assassinats, Action directe avait commencé par faire sauter un bâtiment du CNPF [le Medef de l'époque]. Aujourd'hui, chaque sommet international donne lieu à des affrontements de plus en plus durs avec les forces de l'ordre. Nous nous préparons à en voir de nouveaux au sommet de l'Otan, les 3 et 4 avril à Strasbourg. Notre travail est de prévenir ces dérives et de neutraliser ceux qui pourraient en être responsables.

**Est-il sain qu'un même service soit chargé du renseignement intérieur et doté d'une compétence judiciaire ?
Le fameux « FBI à la française » est-il compatible avec le modèle français ?**

Dans l'enquête sur les sabotages contre la SNCF, nous avons travaillé en collaboration avec la PJ. Tout a été fait dans les règles de l'art. D'une façon générale, nos informations ont vocation à être exploitées par d'autres. Notre compétence judiciaire, nous l'utilisons surtout pour suivre jusqu'au bout les dossiers liés au terrorisme islamiste - qui constitue toujours, et de loin, la principale menace.

A quel niveau estimez-vous cette menace ?

Nous restons au stade Vigipirate rouge : cela signifie que nous sommes ciblés de façon importante - sur notre territoire aussi bien qu'à travers nos intérêts à l'étranger. Le terrorisme a changé de visage : nous ne luttons plus contre des réseaux soutenus par des Etats - Iran, Libye, Syrie... - mais contre un fanatisme religieux qui peut recruter des individus sur notre sol ou frapper nos ressortissants n'importe où dans le monde. L'attaque de nos soldats en Afghanistan, en août 2008, l'a cruellement prouvé ; elle a été suivie d'une communication d'Al-Qaeda qui, pour la première fois, s'adressait à la France. Avec un message clair : « Nous n'avons rien contre votre pays, mais faites partir vos troupes. » Les enlèvements de Français en Mauritanie ou au Mali le montrent aussi. Sans parler des actions que nous parvenons à déjouer.

Des tentatives d'attentats ?

C'est arrivé.

Souvent ?

Les services de renseignement sont au centre opérationnel d'une immense gare où tous les trains doivent arriver à l'heure. Quand tout marche bien, on n'en parle pas. Mais il faut savoir que, dans l'ombre, nous mettons en place - pendant des mois, parfois des années - les systèmes de détection, les dispositifs de surveillance qui permettent d'agir au bon moment. Notre obsession est d'anticiper, c'est-à-dire de neutraliser les terroristes avant qu'ils frappent. Nous n'allons pas attendre que les bombes explosent et ensuite relever les empreintes ! Si j'ose dire, nous faisons tout pour arriver trop tôt : au moment où il y a commencement d'exécution, c'est-à-dire juste avant l'attentat.

Confirmez-vous que la DCRI a démantelé, à la fin de l'année dernière, un réseau islamiste qui fomentait un attentat dans la région parisienne ?

C'est exact. A la mi-décembre, nous avons interpellé (avec la section antiterroriste de la PJ) un groupe lié à Al-Qaeda au Maghreb islamique (AQM) qui projetait de faire sauter une voiture piégée contre notre immeuble, à Levallois-Perret. Plusieurs membres de cette mouvance ont été interpellés. La justice est saisie. Celui qui apparaît comme l'organisateur est en prison. Un tel succès n'est possible que grâce aux surveillances que nous menons depuis longtemps sur des réseaux suspects. Parce qu'avant d'arriver à l'attentat les futurs terroristes communiquent via Internet, se forment, effectuent des repérages. Si nous arrivons à les suivre pas à pas jusqu'au passage à l'acte, nous gardons une longueur d'avance. D'où notre vigilance permanente sur les filières de départ pour l'Afghanistan : pour les djihadistes en cours de formation, c'est souvent le lieu des travaux pratiques. A leur retour, chacun d'eux représente un danger potentiel.

Faut-il comprendre que chaque départ empruntant ces filières est détecté par nos services secrets ?

Disons la plupart. Nous ne surveillons pas seulement des personnes, mais aussi des lieux qui peuvent être des points de passage. On ne part jamais directement pour l'Afghanistan. On fréquente une mosquée, une école coranique, un site Internet et, si on franchit le pas, on part pour l'étranger, d'où on emprunte un circuit clandestin qui passe par l'Iran ou la Turquie. La destination la plus prisée aujourd'hui, c'est le Waziristan, la zone frontalière entre le Pakistan et l'Afghanistan, avec ses nombreux camps d'entraînement. A leur retour, les apprentis djihadistes sont difficiles à repérer : ils ont appris la clandestinité, détiennent des faux passeports, et inutile de dire qu'ils ne vont pas embrasser leur famille !

Pour les suivre à la trace, vous infiltrerez les filières ?

Les services « amis » avec qui nous coopérons - au Yémen, en Turquie, en Syrie... - nous signalent parfois le passage d'un individu. D'autres fois, c'est la famille qui s'inquiète d'être sans nouvelles et qui donne l'alerte. Sans être plus précis, disons aussi que certains de ces combattants en herbe gardent le contact avec des correspondants en France en qui ils ont confiance mais qui, en réalité, nous renseignent. Et il arrive que nous puissions « retourner » un de ces clandestins, avant ou après le voyage. On peut alors reconstituer le parcours, comme le chemin du Petit Poucet...

Vous avez parlé de coopération. Voit-on émerger une internationale antiterroriste contre la nébuleuse Al-Qaeda ?

Dès lors qu'il n'y a plus de vraie différence entre la menace interne et la menace externe, il est indispensable d'échanger l'information. La concurrence entre services n'a plus aucun sens. C'est pourquoi nous travaillons étroitement avec la DGSE ainsi qu'avec de nombreux services étrangers. En nous informant mutuellement sur les découvertes effectuées au cours des perquisitions dans nos pays respectifs, nous pouvons mesurer en permanence le niveau de savoir-faire des terroristes. Tout le monde a intérêt à jouer le jeu : les Britanniques connaissent mieux l'Afghanistan, nous en savons plus sur le Magh-reb, mais nous sommes tous dans l'oeil du cyclone. Qui aurait dit qu'un jour les Libyens coopéreraient avec nous ? Mais, à présent, on voit des Algériens commettre des attentats chez eux ! Dans le même temps, en France, des réseaux montent des trafics pour alimenter en matériel des émirs réfugiés dans le maquis algérien...

L'essor d'Internet vous a-t-il obligés à révolutionner vos méthodes ?

Nous vivons avec Internet ce que nous avons vécu avec le téléphone portable. C'est un atout pour les terroristes, mais cela peut aussi être un atout pour nous ; si nous savons repérer les sites par lesquels ils se contactent, la surveillance peut s'en trouver facilitée. Notre veille sur le Web sert en outre à la protection des intérêts nationaux contre les nouvelles formes de cyber-terrorisme : des actions ciblées qui vont du sabotage à l'espionnage. Fin 2007, une intrusion a eu lieu dans le système informatique du Quai d'Orsay ; l'an dernier, des hackers ont neutralisé momentanément le réseau de la Marine nationale. Les entreprises du secteur de la défense constituent aussi des cibles pour ceux qui s'intéressent à nos secrets.

Face à tous ces dangers, la création de la DCRI a pourtant abouti à une réduction des effectifs. Comment justifier ce paradoxe ?

L'efficacité du renseignement ne se mesure pas au nombre d'agents. En fusionnant la DST et les RG, nous avons gardé le meilleur de deux cultures : la rigueur et le cloisonnement de la première, la réactivité et la souplesse des seconds. La nouvelle organisation nous aide à nous concentrer sur les menaces principales et la coopération internationale nous permet d'économiser des ressources que nous pouvons investir ailleurs. Reconstituer une filière de fourniture de faux papiers pour un réseau islamiste demande des années et d'importants moyens - écoutes

téléphoniques, filatures parfois jusqu'à l'étranger... Or les contraintes budgétaires nous imposent en effet de réduire les effectifs. Il faut donc que les contribuables sachent que leur argent est bien utilisé : j'ai créé pour cela à la DCRI un département chargé de l'« évaluation de la stratégie et de la performance ». Il en va du renseignement comme des assurances : quand on paie cher, on compte sur la garantie tous risques

L'attentat auquel la France a échappé

Le choix de la cible était fait pour frapper les esprits : l'immeuble de la DCRI, à Levallois-Perret - le siège du contre-espionnage français ! Jeune Français converti à l'islam, -diplômé en électronique, -Rany A. préparait un attentat au véhicule piégé contre le bâtiment lorsque la police est -venue l'arrêter, à son domicile de Presles-en-Brie (Seine-et-Marne), le 16 décembre 2008. Il avait repéré les lieux, prévu de dérober 200 kilos d'engrais chimique dans une entreprise voisine, demandé à un complice de voler un camion pour en faire une bombe roulante. Mais il ignorait qu'il était surveillé depuis des mois. L'attention des policiers avait été attirée, en mars 2007, par des messages que le jeune islamiste avait échangés, via une boîte mail codée, avec un djihadiste français arrêté en Irak : Peter Cherif, membre d'une filière partie du 19e arrondissement de Paris pour combattre les Américains et qui venait alors de s'évader de la prison d'Abou Ghraïb. Passé en Syrie, Cherif a déposé les armes à la fin 2007. Il est aujourd'hui détenu à la prison de la Santé. Depuis, les policiers ont examiné à la loupe les efforts de Rany pour recruter des frères d'armes ; ils ont vu son comportement se radicaliser jusqu'à -effrayer ses proches. Il s'est rendu en Syrie en 2007, puis deux fois en Algérie en 2008. Ses visites sur un site -Internet lié à Al-Qaeda et les offres de services qu'il y a formulées ont convaincu les policiers d'intervenir. Le juge antiterroriste Marc Trévidic l'a mis en examen pour « association de malfaiteurs en vue de commettre des actes terroristes ». Lui aussi dort à présent en prison

« FBI à la française »

La Direction centrale du renseignement intérieur (DCRI) a été créée par décret le 27 juin 2008. Elle est issue de la fusion des RG et de la DST et comprend quelque 4 000 fonctionnaires, dont 3 000 agents opérationnels. -Qualifié de « FBI à la française » par le ministère de l'Intérieur, le service est chargé du contre-espionnage, du contre-terrorisme, de la sécurité économique des intérêts français et de la surveillance des mouvements subversifs violents.

Bernard Squarcini.

Né en 1955 à Rabat (Maroc), le préfet Bernard Squarcini est l'un des piliers du système Sarkozy. Cet ancien commissaire, spécialiste de la lutte antiterroriste, a été sous--directeur des RG, puis préfet délégué à la sécurité à Marseille, avant d'être nommé directeur de la DST en 2007 pour préparer la création de la DCRI.

Post-scriptum :

<http://www.lepoint.fr/actualites-so...>